RUSCA. Revue de sciences humaines & sociales

N° 16 | 2025
Regards multiples sur des formes et des pratiques sociales de résistances face à l'« insécurité sociale »

Éditorial

Denis FLEURDORGE

Édition électronique :
URL : https://rusca.numerev.com/articles/revue-16/577-editorial
Date de publication : 01/12/2025

Cette publication est sous licence **CC BY-NC-ND** (Attribution - No commercial - No derivatives).

Pour **citer cette publication** : FLEURDORGE, D. (2025) Éditorial. *RUSCA. Revue de sciences humaines & sociales*, (16). https://doi.org/10.34745/

Ce numéro a pour objet de proposer un large panorama de ce que l'on pourrait qualifier de résistances face aux attaques faites aux « grands équilibres sociaux » et aux volontés, plus ou moins affirmées, de détruire le « pacte civil ». Lorsque Robert Castel fit paraître son ouvrage *L'Insécurité sociale*, le sous-titre permettait de ramener la question à l'essentiel : qu'est-ce qu'être protégé ? Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, dans un esprit collectif novateur et les préconisations du programme du Conseil National de la Résistance, tout fut mis en œuvre pour édifier une société où l'« État social » permettrait de reconnaitre et de protéger chaque individu contre les incertitudes et les contingences de la vie : le chômage, l'accident du travail, la maladie, mais aussi la retraite, la maternité. L'État de droit se chargera de mettre en musique une telle partition ambitieuse. Aujourd'hui la belle harmonie sociale semble entrer dans des formes de désaccords et des discordances. En effet, depuis quelques décennies apparaissent les marques d'une érosion incessante qui commencent à faire apparaitre des fragilités comme les nouvelles contraintes économiques (délocalisations, mutations, abandons, etc.), les nouveaux risques (individualisation et isolement au travail, détérioration des relations au travail), les désengagements collectifs (syndicaux, politiques), les demandes de reconnaissances et de protections illimitées (individualisme égoïste). Les différentes contributions qui vont suivre s'inscrivent dans des approches microsociologiques, mais surtout posent, *in fine*, que cette nouvelle « insécurité sociale », marque l'incapacité de l'État à répondre non seulement aux mutations mondiales, mais aussi aux conséquences, aussi bien individuelles que collectives, dans une adptitude fonctionnelle et morale à protéger l'ensemble des citoyens.

Mots-clés :
Résistance, Gouvernance, Réforme, Biffin et Biffine, Rumeur, Insécurité sociale, Médecine légale

---

Par Denis Fleurdorge, PU à l'université de Montpellier Paul-Valéry, LEIRIS.

La première contribution est celle d'Éric Gondard qui nous offre une singulière réflexion sur les mutations à l'œuvre dans le champ du travail social. Par le biais d'une approche sociologique centrée autour des « valeurs de la modernité » occidentale puis de la « gouvernance néolibérale », cet essai cherche à comprendre les transformations majeures du travail social contemporain, qui est de plus en plus sommé de se conformer à des exigences semblables à celles du monde de l'entreprise et du *management*. Dans un même mouvement, cette transformation idéologique du travail

social implique une recomposition de l'action du travailleur de terrain. C'est l'évènement de l'ingénierie sociale et de la planification des marges.

Joachim Aubourg et Joseì Lagorce nous présentent la synthèse d'un remarquable travail de terrain et d'investigation anthropologique dans le monde urbain des « biffins ». Le cœur de leur recherche se situe dans l'espace urbain de la ville de Montpellier, et tout particulièrement sur un « marché aux puces » informel. Depuis 40 ans les politiques publiques de la ville recherchent l'attractivité économique, la captation de populations désireuses d'un cadre de vie « pratique », « convivial » et « sécure ». Mais la population urbaine est loin d'être homogène, et ce qui ne manque pas d'induire des « conflits d'usage de l'espace public ». Conflits, non pas entre les habitants mais dans l'appropriation et la jouissance des espaces urbains collectifs. Ainsi le « biffin » incarne non seulement la figure de l'« indésirable » urbain, mais aussi celle du « résistant ». Face au harcèlement municipal, par des discours dénigrants, des restrictions d'accès, un contrôle policier parfois insistant, il s'adapte et élabore des stratégies d'évitement, de contournement, et fait valoir sa place et son statut. Manifestement le droit à la ville n'est pas le même pour tout le monde.

Dans son article, Lola Fernandez nous plonge dans un univers très médiatisé par certains aspects mais aussi, paradoxalement, peu connu dans certaines de ses missions et de ses pratiques : la médecine légale. Plutôt que de s'intéresser à la dimension spectaculaire et fictionnelle, avec l'emblématique « autopsie », ce qui nous est donné à explorer, c'est un versant, pourtant majeur et essentiel de la médecine légale, l'appréciation et l'évaluation de l'Incapacité Totale de Travail (ITT). Ainsi, si l'Incapacité Totale de Travail détermine une incapacité totale ou temporaire, elle permet, surtout, au magistrat d'apprécier, en droit, la gravité et les conséquences de faits de violences (physiques, sexuelles, psychiques pour l'essentiel), un regard sociologique permet de lever le voile sur ce qui semble apparaitre comme une forme d'« inadéquation » entre les outils disciplinaires de la médecine légale et les « réalités des violences » subies par les victimes. Notre chercheuse révèle une complexité inédite dans la mesure où bien souvent les victimes de violences peuvent présenter des formes de « violences invisibles » à l'examen clinique traditionnel (par exemple un traumatisme psychique profond). Ceci n'est pas sans conséquences et peut conduire, à bas bruit, vers des formes de discriminations sociales ou encore des inégalités de genre.

Denis Fleurdorge et Matthijs Gardenier proposent une analyse des usages et des conséquences de la réforme « dite » de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP). Le constat est là, il faut mettre en œuvre une transformation radicale de l'Action publique et ce sera le champ du numérique qui constituera le fer de lance de la réforme. Ce qui est en jeu, c'est bien la dématérialisation générale et systématique des services de l'Administration. Ainsi, le vieil État bureaucratique « paperassier » doit laisser la place à la simplification et à un nouveau rapport aux usagers. À partir d'une recherche au sein de la Métropole de Montpellier, il s'agit pour nos deux chercheurs d'apporter une compréhension sur les différents « réseaux d'inclusion numérique ». Les résultats sont édifiants puisque loin d'un « accès pour tous » aux plateformes administratives, un nombre important d'usagers se retrouvent désorientés et doivent avoir recourt à des

tiers ou des formes de médiation (associations, organismes parapublics, voire structures privées). Au-delà, de ses disfonctionnements, nous sommes en droit de nous poser la question de savoir si derrière cette affichage politique d'une volonté de modernité ne se dissimulerait pas une privatisation progressive de l'accès aux Services publics.

La dernière contribution nous est donnée par Natacha Sadou-Wabi. Cette contribution peut paraître comme légèrement décalée, mais elle est exemplaire dans la mise au jour des peurs et des angoisses collectives qui traversent la société française. Le point origine, banal et pathétique, s'appuie sur la propagation d'une rumeur : Brigitte Macron est un homme. En effet, à partir de 2021, se diffuse la rumeur selon laquelle l'épouse du président de la République serait un homme (elle serait née Jean-Michel Trogneux, le nom de son frère). La sociologie s'est toujours intéressée aux rumeurs et à leurs fonctions sociales (Morin, Campion-Vincent, Renard, Aldrin, Froissart, etc.). Deux éléments sont à retenir : la vitesse de diffusion du phénomène, pour ne pas dire sa fulgurance, et la mise en exergue d'un « complot » ou d'un « mensonge » d'État. La rumeur participe bien d'une « construction d'une réalité sociale », mais dans le cas des réseaux sociaux cela contribue à accroître la cohésion et la cohérence des groupes « suiveurs » — des « communautés. Cela permet, à bien des égards, de rendre crédible, voire de rationaliser, des croyances sociales dans un contexte de désarrois autour des identités de sexe et de genre, et incidemment, d'arrimer tout un fantasme d'un pouvoir menteur et complotiste. Mais, là aussi, il est possible de voir une forme de résistance face à un « État léviathan » qui, petit à petit, installe une discrète répression technique (projet de l'identité numérique), un bridage de la liberté d'expression (instaurer le *fact-checking*, combattre les *fake-news*, etc.). Paradoxe d'un État qui tend à supprimer la vie privée et intimes et qui reçoit en retour, comme un effet *boomerang*, le déferlement violent des réseaux sociaux. Illustration parfaite de la défaillance de l'État sociale à protéger les individus vulnérables, pas seulement, mais aussi à se protéger lui-même.

Le dossier est suivi de deux varia, la première de Jean-Pierre Engélibert qui interroge et critique dans le même temps le mythe effondriste, la seconde, de Martine Xiberras offre une précieuse synthèse des travaux de René Girard par la lectue qu'en donne Denis Jeffrey. Le numéro se termine avec une recension d'Emma Gaborieau au sujet des organisations civiles au Mexique, un ouvrage publié par González Ulloa Aguirre en 2025.